

sion que prit le Royaume-Uni de se faire représenter par un haut commissaire à Ottawa. La première nomination fut celle de sir William Clark, qui s'établit dans la capitale à l'automne de 1928. Le fait que ce poste est actuellement occupé par un ancien membre du cabinet du Royaume-Uni, le très hon. Malcolm MacDonald, est un indice de l'importance que les attributions de cette charge ont assumées.

La nomination d'un ministre canadien en France, en 1928, était une initiative logique du fait que près de 30 p.c. de la population canadienne est issue d'un petit groupe de Français qui ont travaillé à l'établissement de la Nouvelle-France au delà des mers. Le ministre désigné fut l'hon. Philippe Roy, depuis 17 ans au service du Canada à Paris, à titre de commissaire général.

Le Gouvernement canadien déclarait en même temps que le Canada et le Japon avaient convenu de faire un échange de ministres. Cette décision reposait sur l'importance grandissante du commerce canadien en Orient et l'opportunité d'avoir un diplomate canadien accessible à Tokyo pour la discussion des problèmes épineux de l'immigration japonaise au Canada. Le gouvernement japonais accueillit le projet et avait en réalité ouvert sa légation à Ottawa avant que le premier ministre canadien au Japon, l'hon. Herbert Marler (plus tard sir Herbert), eût assumé ses fonctions, en 1929.

L'expansion rapide de trois années fut suivie de dix années de consolidation et de recrutement du personnel du ministère. Les qualités de chef et l'influence étendue de Dr O. D. Skelton, érudit canadien distingué ayant assumé les charges de sous-secrétaire d'Etat des Affaires extérieures en 1925, ont grandement aidé au prestige du ministère et fait de lui, jusqu'au moment de sa mort, en 1941, le fonctionnaire sans doute le plus influent de son temps.

Autre représentation diplomatique.—Peu de temps avant la guerre actuelle, la Belgique avait proposé un échange de ministres et le baron Silvercruyts arriva par suite à Ottawa, en 1937. En échange, le Gouvernement canadien accrédita M. Jean Désy, aujourd'hui ambassadeur canadien au Brésil, comme premier ministre assigné à la Belgique. Il fut également décidé de lui faire remplir simultanément le rôle de ministre canadien des Pays-Bas. M. Désy présenta ses lettres de créance au roi Léopold de Belgique en janvier 1939, et à la reine Wilhelmine des Pays-Bas le mois suivant. Le ministre des Pays-Bas au Canada établit la légation à Ottawa, en octobre 1939. Un des développements intéressants des relations intra-impériales fut la nomination au Canada d'un représentant accrédité de l'Union Sud-Africaine. Le gouvernement sud-africain choisit, pour remplir ce poste, D. de Waal Meyer, autrefois commissaire du commerce au Canada.

Le Canada déclare la guerre.—En septembre 1939, le Gouvernement canadien faisait à l'Allemagne une déclaration de guerre indépendante de celle du Royaume-Uni, comme il convenait de le faire au stage de progrès auquel le pays était parvenu en tant que nation, durant le quart de siècle écoulé entre les deux guerres. Le jour qui suivit cette déclaration (10 septembre), il fut annoncé que le Gouvernement enverrait des hauts commissaires en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique-Sud et en Irlande. Ces nominations avaient pour but de resserrer la coopération des membres du Commonwealth. Ce développement assumait une valeur particulière lorsque la guerre s'étendit à la zone du Pacifique, après Pearl Harbour. Les gouvernements du Commonwealth ont réciproqué.

Le Canada et les Etats-Unis.—Le nombre de contrats et d'arrangements avec les Etats-Unis se multiplièrent rapidement. La formation d'une commission